

Monsieur le président,

Une fois de plus, les nations du monde se réunissent en assemblée plénière pour faire le point sur l'état de la planète, pour faire aussi le bilan de nos réalisations au cours de l'année écoulée, et la synthèse des orientations que nous comptons prendre au cours des années à venir. Beaucoup d'entre nous avaient espéré que l'heure fût aux réjouissances, puisque la longue Guerre froide, enfin terminée, avait fait place à un climat plus serein, propice à l'épanouissement, à la compréhension, à la compassion et à une réorientation.

Hélas, la joie n'est guère au rendez-vous, et les réjouissances ont été fort courtes. Quelque soient les leçons que nous avons pu tirer des événements déchirants des cinquante dernières années, leur application s'impose maintenant, dans ce monde où naissent presque chaque jour de nouvelles formes de tyrannie, de haine et de brutalité. Beaucoup de personnes ici présentes en ont été témoins pour avoir vu les balles, les morts, et la peur sur le visage d'hommes et de femmes ordinaires.

Il ne faut pas perdre espoir cependant - il faut continuer de bâtir pour l'avenir et nous en sommes capables. Ce dont nous avons besoin, c'est la volonté collective. Et je crois que c'est dans ce forum mondial que sont les Nations Unies qu'il faut se consacrer à la recherche des solutions de paix et de stabilité qui ont échappé à maintes générations avant nous. Il faut construire un monde nouveau, une personne à la fois, une nation à la fois. Il faut supprimer les doubles mesures omniprésentes.

Et à quoi bon prononcer des mots dans cette enceinte si, au pays, le peuple ne peut s'exprimer librement? Pourquoi exercer l'art de la diplomatie si celui-ci ne repose pas, au pays, sur la science de la justice et l'application habile de la primauté du droit? Est-il permis d'espérer qu'on puisse gérer ensemble un monde plus complexe que jamais alors que le désordre règne chez plusieurs d'entre nous?

Dans la vraie démocratie, les gens sont constamment en quête d'amélioration.

Chez nous, au Canada, nous sommes justement engagés dans un processus de reconstruction, de réengagement et de renouveau. Dans quatre semaines, des millions de Canadiens exerceront leur droit démocratique ultime, celui de décider, par leurs votes, s'ils acceptent ou rejettent une proposition de réforme fondamentale de notre constitution.

Si cette réforme est acceptée, et cela ne fait aucun doute dans mon esprit, elle s'inspirera des valeurs et des droits qui sont déjà un fleuron de la réalité canadienne. Elle renforcera les garanties et la protection existantes des droits des minorités, améliorera le fonctionnement de nos institutions démocratiques déjà fort bien cotées, assurera à nos peuples autochtones une